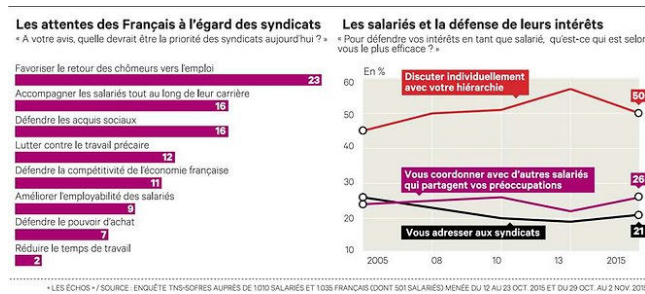


LesEchos.fr

# La confiance dans les syndicats continue de s'éroder

LEÏLA DE COMARMOND / JOURNALISTE | LE 18/01 À 07:00



La confiance dans les syndicats continue de s'éroder

D'après un sondage exclusif, les salariés jugent que les syndicats comprennent mal leurs vrais besoins. Ils les estiment aussi peu en phase avec les réalités économiques.

L'érosion de la confiance des Français - salariés ou non - vis-à-vis des syndicats, commencée avec la crise de 2008, s'est poursuivie en 2015. C'est ce que montre un sondage TNS-Sofres réalisé en novembre pour l'association Dialogues et publié en exclusivité par « Les Echos ». Seuls 50 % des salariés font confiance aux syndicats pour « défendre leurs intérêts », contre 55 % en 2013 et 58 % en 2008. Pour l'ensemble des Français, le ratio tombe à 43 %, contre 45 % en 2013 et 50 % en 2008. En outre, 54 % des salariés estiment qu'ils comprennent mal leurs besoins, contre 41 % en 2008.

« *Le discrédit est profond* », souligne Jean-Dominique Simonpoli, directeur général de l'association Dialogues, composée de DRH et de syndicalistes. Il ne peut bien sûr pas être analysé hors du discrédit global qui frappe toutes les institutions, mis en lumière par une autre enquête, du Cevipof, publiée dimanche dans le « JDD ». Les Français n'y sont que 27 % à faire confiance aux syndicats. Seuls les médias (24 %) et les partis politiques (12 %) font pire. Il faut toutefois souligner que, dans l'enquête de Dialogues, sur les contributions à la « création d'emplois », les Français placent les syndicats après les entreprises, mais devant l'Etat, le patronat, l'Europe et les « décideurs politiques ».

## Approche trop idéologique

Ce discrédit est inquiétant car la présence des organisations de salariés dans les entreprises devrait au moins partiellement les préserver. Ils gagnent d'ailleurs à être connus, montre le sondage TNS-Sofres. 35 % des Français n'ayant pas de proche syndiqué et 44 % des salariés d'entreprises ou administrations où ils ne sont pas implantés leur font confiance. Mais quand un syndicat est présent au travail ou dans l'entourage, cela monte à 57 %.

Politisation et approche trop idéologique, mauvaise compréhension des « vrais besoins des salariés » et des « réalités économiques » sont autant de reproches faits aux syndicats. Mais « il y a des points positifs », souligne Jean-Dominique Simonpoli : « Dans ces moments de difficulté économique, les

*salariés se déclarent prêts à faire des efforts et demandent aux syndicats de les accompagner. » Et l'appétit pour le dialogue social aiguisé par la crise est toujours là : les Français croient plus en la négociation qu'en l'Etat. Mais les entreprises ne sont pas exonérées de toute responsabilité dans la crise de confiance. 54 % des sondés critiquent un manque de « confiance entre les syndicats et la direction » et pour y remédier, 38 % réclament à cette dernière « plus de transparence et de partage d'information » quand 26 % demandent aux syndicats de ne pas bloquer « sur des positions de principe ».*

*« Pour défendre leurs intérêts », 50 % des salariés jugent que le plus efficace est de « discuter individuellement avec [leur] hiérarchie », en chute de 7 points par rapport à 2013, tandis que la foi en l'action collective, via les syndicats et, plus encore, la « coordination avec d'autres salariés », gagne 6 points, à 46 %. ●*

**Leïla de Comarmond, Les Echos**

@leiladeco